

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 09/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TERSEN (ex PICHETA)**

2 rue Jean Mermoz  
78114 Magny-Les-Hameaux

Références : -  
Code AIOT : 0006509599

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement TERSEN (ex PICHETA) implanté Zone Industrielle, Route de Meulan 78520 Limay. L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERSEN (ex PICHETA)
- Zone Industrielle, Route de Meulan 78520 Limay
- Code AIOT : 0006509599
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TERSEN exploite à Limay une installation de transit, regroupement et tri de déchets.

Les activités relèvent du régime de l'autorisation et sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 juin 2004 et les arrêtés préfectoraux de mise à jour des classements du 1er juillet 2011 et 10 avril 2013 et par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 12 février 2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rétention des aires de stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.6, chapitre I, titre III	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détecteur fixe de rayonnements ionisants	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.8, chapitre I, titre III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Zone d'isolement des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.10, chapitre I, titre III	Demande d'action corrective	6 mois
14	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Moyen de lutte et de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.8, chapitre VII, titre III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.2.1, chapitre I, titre III	Sans objet
3	Rétention	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.7, chapitre I, titre III	Sans objet
5	Procédure en cas de détection de rayonnements ionisants	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.9, chapitre I, titre III	Sans objet
6	Évacuation des encombrants matériaux ou produits	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.15, chapitre IV, titre III	Sans objet
7	Quantités maximales de déchets dans la	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.16, chapitre IV, titre III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	zone déchetterie		
8	Capacité de l'unité de recyclage de matériaux inertes de démolition	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.1, titre IV	Sans objet
9	Registre des matériaux traités via l'unité de recyclage	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.3, titre IV	Sans objet
10	Déchets admissibles dans l'unité de réception d'amiante	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.1, titre V	Sans objet
11	Aménagement de l'unité de réception d'amiante	Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.3, titre V	Sans objet
13	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement entretenu et l'exploitant dispose des outils et procédures nécessaires à l'exploitation de son installation.

Quelques non-conformités ont été relevées. Il conviendra de mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.2.1, chapitre I, titre III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est ceinturée sur tout son périmètre par une clôture de 2 mètres de hauteur minimum.
<b>Constats :</b>

<p>L'inspection constate que l'exploitation est clôturée sur tout son périmètre. Dans le fond du site, les tas de matériaux sont séparés de la clôture par un haut talus et l'accès par le portail a été condamné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Rétention des aires de stockage des déchets dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.6, chapitre I, titre III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela une bordure de rétention ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux dispositions visées à l'article 1.7 du chapitre V - Déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets de produits chimiques sont stockés au sein de deux containers spécifiques fermés à clés ;</li> <li>• les déchets non inertes (végétaux, plâtre, DIB, non triés, ...) sont entreposés sur une dalle, qui est régulièrement curée. L'inspection n'a pas identifié de dégradation au niveau de la dalle ;</li> <li>• le casier de plâtre ne permet pas de protéger son contenu des précipitations.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Conclusion : Le casier de plâtre n'est pas bâché et ne permet ainsi pas de protéger le plâtre des intempéries.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Rétention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.7, chapitre I, titre III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande de deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>[...]</p> <p>La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme vu précédemment, les déchets et produits chimiques sont entreposés, à l'abri de la pluie, au sein de 2 containers fermés à clés.</p> <p>Le premier contient les déchets ménagers spéciaux disposés dans 2 caisses-palettes avec sangles et couvercle ou, pour les aérosols, dans un fut métallique.</p> <p>Le second contient une cuve de carburant pour les engins du site, du matériel de maintenance ainsi que des équipements nécessaires à la manipulation d'amiante (bâche, bigbag amiante, masques, ...). Un tableau relatif à la compatibilité des produits chimique est apposé à l'intérieur.</p> <p><b>Il pourrait être pertinent d'apposer un tableau équivalent dans le container des déchets ménagers spéciaux.</b></p> <p>A noter que l'exploitant indique que les déchets sont toujours placés dans le container par un agent TERSEN.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Détecteur fixe de rayonnements ionisants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.8, chapitre I, titre III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont équipées d'un détecteur fixe de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant. Chaque passage fait l'objet d'un enregistrement permettant d'assurer la traçabilité du contrôle réalisé. Le seuil de détection est fixé à trois fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée. Le réglage du seuil de détection est vérifié selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Le dispositif de détection des déchets susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le détecteur de rayonnement ionisant est installé au niveau du pont bascule.</p> <p>Le rapport de contrôle annuel du 30/08/24 conclut que le dispositif est conforme.</p>

Selon l'exploitant, le dispositif permet de tenir un registre des contrôles réalisés. Néanmoins, il n'a pas été en mesure de le présenter.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Conclusion : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les passages par le détecteur de radioactivités faisaient l'objet d'une traçabilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Procédure en cas de détection de rayonnement ionisants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.9, chapitre I, titre III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une organisation adaptée à la gestion du risque radiologique et établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif visé à l'article 1.8. ci-dessus. La procédure visée au premier alinéa mentionne notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures d'organisation, les moyens et méthodes nécessaires à mettre en œuvre en cas de déclenchement en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement ;</li> <li>• les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs ;</li> <li>• les dispositions prévues pour le stockage provisoire et l'évacuation des déchets en cause. Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente la procédure relative à la gestion du risque radiologique établie pour l'ensemble des sites du groupe. Elle présente les éléments attendus.  Selon l'exploitant, il n'a jamais été nécessaire, jusque-là, de mettre en œuvre cette procédure (aucun déclenchement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Zone d'isolement des déchets radioactifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.10, chapitre I, titre III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute détection de rayonnements ionisants dans un chargement entraîne l'interdiction de déchargement des déchets sur la plate-forme et l'obligation de stationnement du véhicule sur l'aire spécifique étanche destinée à accueillir, en cas de besoin, ce chargement. [...]
<b>Constats :</b>

L'inspection constate que l'aire prévue pour l'isolement des bennes présentant un risque radiologique n'est pas étanche.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Conclusion : Dans le cas où l'étanchéification de l'aire d'isolement ne serait pas envisageable, l'exploitant pourra présenter des mesures alternatives (bacs de rétention souples amovibles, mesures organisationnelles prévues par les prestataires, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Évacuation des encombrants matériaux ou produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.15, chapitre IV, titre III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle de l'état ou du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant. Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier, les déchets de jardin doivent être évacués au moins chaque semaine (les grosses tailles et élagages d'arbres peuvent toutefois, s'ils sont séparés, être stockés plus longtemps s'ils ne donnent pas lieu à des nuisances olfactives) et, si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ces produits doivent être évacués au moins une fois par mois. Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois. Les médicaments inutilisés doivent être traités conformément à l'article L 596-2 du Code de la Santé Publique.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 26/08/24 et conformément à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis une extraction de son registre Zephyr composé de 3 onglets : <ul style="list-style-type: none"> <li>• registre des matériaux traités ;</li> <li>• registre des déchets entrants ;</li> <li>• registre des déchets sortants.</li> </ul> L'inspection constate que les 2 premiers registres font bien apparaître des déchets végétaux, papiers et cartons. Aucun déchet de tissu ou médicament n'est identifié par l'inspection. Les déchets ménagers spéciaux sont identifiés comme « DIS » (déchet industriel spécial, ancienne désignation européenne pour les déchets industriels dangereux). L'exploitant confirme néanmoins qu'il s'agit bien des déchets diffus spécifiques (DDS) .  En revanche, ni les déchets végétaux, ni les papiers/cartons, ni les déchets ménagers spéciaux n'apparaissent dans le registre des déchets sortants (cf point de contrôle relatif au contenu du registre des déchets sortants).



Ce registre mentionne la date de réception mais pas la date d'évacuation (cf point de contrôle relatif au contenu du registre des déchets sortants).

Dès lors, ces registres ne permettent pas d'évaluer la fréquence d'évacuation de ces déchets.

L'exploitant explique que le site et les casiers ont été dimensionnés de manière à respecter les seuils fixés par l'arrêté et la fréquence d'évacuation des déchets.

Pour appuyer ses propos, il présente la « carte d'identité du site » constituée :

- d'un plan représentant l'ensemble des casiers, zones et bennes de stockage de déchets et de matériaux (chaque zone étant numéroté) ;
- un tableau synthétique contenant les informations relatives au dimensionnement de chacune de ces zones (surface, volume, rubrique ICPE associée).

Ces éléments permettent à l'exploitant de s'assurer du respect des fréquences d'évacuation mentionnés dans l'arrêté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Quantités maximales de déchets dans la zone déchetterie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.16, chapitre IV, titre III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets

##### **Prescription contrôlée :**

Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans les installations de la déchetterie sont fixées de façon suivante :

- 150 batteries ;
- 20 kilogrammes de mercure ;
- 3 tonnes de peinture ;
- 5 tonnes d'huiles usagées ;
- 1 tonne de piles usagées ;
- 1 tonne au total d'autres déchets.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu à cet effet.

##### **Constats :**

Le registre transmis le 26/08/24 ne fait pas mention des déchets de batteries, de mercure, d'huiles ou de pile.

L'exploitant confirme que les piles ne sont pas intégrées au registre, compte tenu des faibles quantités récupérées.

Le registre des déchets entrants fait apparaître les apports de DDS suivants :

- 16 dépôts par tranche de 50kg ;
- 6 dépôts par unité inférieure à 5L ;
- 1 dépôt de 20kg ;
- 1 dépôt de 150kg.

Lors de l'inspection, directement via le logiciel Zephyr, sont identifiés les apports suivants :

- 170kg ;
- 16 dépôts par tranche de 50kg ;
- 6 dépôts par unité inférieure à 5L.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Capacité de l'unité de recyclage de matériaux inertes de démolition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.1, titre IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets

**Prescription contrôlée :**

Le stockage et le traitement des bétons de démolition s'effectue sur une surface de 3000 m<sup>2</sup>.  
La capacité totale de réception de la plate-forme de recyclage des bétons ne peut en aucun cas excéder 60 000 tonnes par an.  
La quantité maximale présente sur le site ne peut excéder 20 000 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

Selon le registre, la plateforme a accueilli environ 2980t de déchets de béton.

Selon la fiche d'identité du site :

- la case 26 correspondant au béton brut à concasser couvre une surface de 800m<sup>2</sup> ;
- les cases 22 et 23 correspondant au béton concassé couvrent une surface de 500m<sup>2</sup>.

De plus, l'exploitant fait réaliser une fois par an un relevé des volumes stockés par un géomètre.  
Le dernier relevé a été réalisé par drone le 08/11/23. Il en ressort les volumes suivants :

- case 26 : 3500m<sup>3</sup> ;
- case 22 : 755m<sup>3</sup> ;
- case 23 : 200m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Registre des matériaux traités via l'unité de recyclage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.3, titre IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur.

**Constats :**

Le logiciel Zephyr utilisé par l'exploitant de collecter l'ensemble des informations relatives aux

matériaux déposés (identité du client, nature et quantité des matériaux, informations relatives au transport).
Les informations issues d'un bon de livraison de béton recyclé (sortie) et d'un bon d'acceptation de déchets DIB (entrée) sont contrôlées par l'inspection. Ces éléments n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Déchets admissibles dans l'unité de réception d'amiante**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.1, titre V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets d'amiante admissibles en transit sur le site, sont exclusivement des déchets d'amiantes liés constitués de matériaux tels que : • des plaques ondulées ; • des plaques support de tuiles ; • des ardoises en amiante-ciment ; • des produits plans ; • des tuyaux ; • des brisures, morceaux d'amiante-ciment conditionnés préalablement à leur réception. La quantité apportée par la même personne physique ou morale n'excède pas 2 m3 par jour et la quantité journalière reçue sur le site est au maximum de 20 m3 de déchets d'amiante-ciment dont au maximum 1 m3 de brisures et morceaux d'amiante-ciment.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage de déchets amiantés sur le site est limité à 4 bacs d'1m3 et une benne de 10m3. L'apport d'amiante n'est possible que sur rendez-vous ce qui permet à l'exploitant de non seulement s'assurer de disposer de la capacité nécessaire, mais également de contrôler la quantité apportée par une même personne physique ou morale.</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la procédure d'acceptation des déchets amiantés ;</li> <li>• un flyer à destination des particuliers, professionnels et collectivités ;</li> <li>• la liste des apports d'amiante depuis le début de l'année (via son logiciel) ;</li> <li>• un exemple de bon d'acceptation de déchets amiantés (cas d'un dépôt comptabilisé par tranche de 50kg).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Aménagement de l'unité de réception d'amiante**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.3, titre V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1 - Les déchets d'amiante-ciment sont déposés dans les conteneurs appropriés (conditionnements spéciaux interdisant la dispersion de fibres : palettes comportant un ou plusieurs film(s) plastique(s), big-bags spéciaux marqués amiante ...) prévus à cet effet pour</p>

chaque catégorie de déchets d'amiante-ciment admissibles. Ces conteneurs sont disposés sur une aire spécifique (aire de réception et de dépôt) et sont en nombre aussi réduit que possible (1 conteneur par catégorie de déchets admissibles). Cette aire dite de réception et de dépôt est étanche et conçue pour permettre la collecte des eaux pluviales vers une capacité de rétention.

3.2 - L'affectation de chaque conteneur de dépôt de déchets d'amiante-ciment est clairement indiquée par des marquages ou affichages appropriés. Chaque conteneur comporte un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits susceptibles d'y être déposés.

3.3 - Les voies de circulation permettant d'accéder à la zone de réception et de dépôt de déchets d'amiante-ciment sont aménagées en fonction de la fréquentation escomptée et pour permettre aux personnes apportant les déchets d'évoluer en toute sécurité, notamment sans risque de collision avec les autres véhicules admis sur le site. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières. Un dispositif d'affichage et de signalisation interne informe les personnes amenant les déchets sur les modalités de circulation et de dépôt.

3.4 - Lorsque les conteneurs de réception de déchets d'amiante-ciment sont pleins, ces derniers sont disposés dans l'attente de leur évacuation vers des installations d'élimination dûment autorisées à cet effet, sur une aire spécifique (zone amiante), aménagée et conçue de manière à minimiser son impact, à s'intégrer au site et à contribuer à prévenir les pollutions et nuisances. Son dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation. Tout dépôt de déchets d'amiante-ciment en dehors de cette aire est interdit.

3.5 - La « zone amiante » est clôturée (hauteur minimale 2 m) et fermée à clef. La clôture peut être remplacée par tous dispositifs présentant une efficacité équivalente. Cette zone est étanche et conçue pour permettre la collecte des eaux pluviales vers une capacité de rétention. La zone amiante comporte des marquages amiante appropriés.

La « zone amiante » est suffisamment éloignée des autres zones du site (zone de réception et de dépôt des autres déchets, zones de stockage et d'expédition, etc ...) et est desservie par des voies de circulation constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant.

Cette zone fait l'objet d'une surveillance au moins journalière et tout conditionnement abîmé fait l'objet d'un reconditionnement immédiat.

3.6 - Des équipements de protection individuelle (gants, masques, etc ...) sont à la disposition du personnel.

#### **Constats :**

L'inspection constate que la zone dédiée aux déchets amiantés est clôturée, fermée à clé et dispose d'un affichage signalant la présence d'amiante.

L'inspection n'a pas relevé de défaut d'étanchéité au droit de la zone.

Selon la procédure, les déchets d'amiante ne peuvent être acceptés que s'ils sont emballés dans des contenants adaptés empêchant la dispersion de fibres. A l'exception des bennes vides, les bennes de stockage fermées par un couvercle.

En cas de dispersion accidentelle, l'exploitant dispose d'équipements de protection individuelle et de contenants adaptés au risque amiante (stockés dans un container fermé à clé).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** Registre des déchets entrants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets

### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

### **Constats :**

Le registre transmis le 26/08/24 fait apparaître les informations suivantes :

- site accueillant les déchets ;
- le bon de livraison ;
- le numéro du document d'acceptation préalable ;
- le libellé ;
- la raison sociale client ;
- quantité ;
- immatriculation véhicule ;
- adresse du chantier (commune au minimum) ;
- date d'entrée ;
- état du bon de livraison ;
- motif de refus.

Ainsi, il manque :

- le code déchets ;
- s'il s'agit de déchets POP ;
- numéro SIRET du producteur initial et/ou de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- code du traitement qui va être opéré dans l'établissement.

Cependant, lors de l'inspection, l'exploitant a montré qu'il était en mesure de faire des extractions de son logiciel Zephyr pour intégrer ces informations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Registre des déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006

susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Le registre sortant transmis par courriel du 26/08/24 fait apparaître les informations suivantes :

- site concerné ;
- date de réception ;
- fournisseur ;
- le libellé ;
- produit ;
- quantité ;
- unité.

Ainsi, il manque :

- date de l'expédition du déchet ;
- code du déchet ;
- s'il s'agit, de déchets POP ;
- numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet (peut être « fournisseur »?) ;
- raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme
- raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs
- raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- code traitement ;
- numéro BSD.

Cependant, lors de l'inspection, l'exploitant a montré qu'il était en mesure de faire des extractions de son logiciel Zephyr pour intégrer ces informations.

A cette occasion, l'inspection a pu constater que les codes de traitement des déchets n'étaient pas systématiquement renseignés.

Comme évoqué dans le point de contrôle « Évacuation des encombrants matériaux ou produits », ni les déchets végétaux, ni les papiers/cartons, ni les déchets ménagers spéciaux n'apparaissent dans ce registre des déchets sortants.

L'exploitant indique que Trackdéchet n'est utilisé que pour les déchets dangereux sortants. L'outil Zephyr lui permet de suivre l'ensemble des produits transitant sur le site.

Sur Trackdéchet, l'inspection a relevé les informations relatives à un enlèvement de déchets amianté du 20/06/24 : les codes déchet (17 06 05\*) et de traitement (D5) mentionnés sont cohérents avec la nature des déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conclusion : Les déchets végétaux, de papiers/cartons ainsi que les déchets ménagers spéciaux n'apparaissent dans le registre des déchets sortants transmis par courriel du 26/08/24. L'exploitant devra en expliciter la raison.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Moyen de lutte et de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2004, article 1.8, chapitre VII, titre III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des risques et nuisances liés aux déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un poteau d'incendie de 100 mm situé dans l'emprise des installations normalisé (NF S 61 213) et piqué sur un réseau dimensionné de façon à pouvoir délivrer un débit d'au moins 120 m<sup>3</sup>/h d'eau sous une pression dynamique minimale de 1 bar ;</li> <li>• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Dans le cas où le poteau d'incendie ne peut pas délivrer un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h, l'exploitant doit disposer d'une réserve d'eau d'extinction d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>. [...]</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit vérifier annuellement que le réseau d'adduction fournisse au moins 120 m<sup>3</sup>/h d'eau sur le poteau d'incendie du site, sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Il conserve les justificatifs de ces essais à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Les moyens de lutte interne contre l'incendie sont visibles, signalés et facilement accessibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de contrôle du poteau incendie du 08/11/19 conclut que le débit délivré est supérieur à 240m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Le rapport de contrôle du 27/06/23 ne précise pas le débit.</p> <p>L'exploitant déclare avoir relancé plusieurs fois GPSO pour obtenir un rapport plus récent, sans succès. Il présente le dernier courriel de relance du 28/08/24.</p> <p>Il convient de préciser que ce poteau, bien qu'implanté sur le site, est géré par GPSO</p> <p>L'inspection constate que le poteau est facilement accessible.</p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé en mars 2024 (selon l'étiquetage des équipements examinés par échantillonnage par l'inspection).</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Conclusion : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de contrôle du débit délivré par le poteau incendie du site plus récent que celui de 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois